

Monsieur l'Orateur, je ne reviendrai pas sur la dernière session. Nombre de choses ont été enfouies sous les débris. Il est encore question de la loi sur les banques d'épargne de Québec et de cette bonne vieille Société de développement du Canada, qu'on avait pour ainsi dire installée dans un cercueil et à laquelle on ne consacre même pas, maintenant, un paragraphe distinct. Elle figure entre autres choses et, d'après le discours du trône, elle va:

...aider au financement de nouvelles entreprises industrielles de grande envergure et à l'accroissement de la part de propriété des Canadiens dans les sociétés commerciales.

Qu'est-il arrivé? Le ministre des Finances (M. Gordon) a fait tant et si bien que, l'an dernier, les investissements américains au Canada ont augmenté. Pendant qu'il lève la main à la Canut en signe de protestation, son frère le ministre de l'Industrie (M. Drury), lui, fait signe que oui.

Enfin, il est question de projets de loi sur les régimes de pensions et d'autres mesures enfouies dans un paragraphe fourre-tout. Il n'y a rien, nulle part, pour assurer la croissance économique.

J'ai lu avec intérêt ce que le Premier Ministre a dit dans le magazine *Weekend* dans cette entrevue du 3 avril où «tous les coups étaient admis».

Je crois qu'il appartient au gouvernement d'encourager cette formule...

Je crois comprendre qu'il s'agit de la propriété canadienne.

...en invitant les Canadiens à posséder leur propre pays en leur accordant certaines réductions d'impôt et autres mesures d'encouragement. Il est préférable d'agir ainsi que d'imposer des sanctions aux étrangers qui se sont établis ici.

Pourquoi le premier ministre ne l'a-t-il pas dit au ministre des Finances il y a deux ans?

**L'hon. M. Nowlan:** Il y a un an.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Ont-ils tous deux appris depuis lors? Voilà ce que nous discutons, et dans cette entrevue où aucun coup n'était interdit, le premier ministre admet que c'est la façon d'agir. Puis il dit:

A ce sujet, une carotte vaut mieux qu'un coup de pied.

Apparemment, la doctrine du donneur de coup de pied—le ministre des Finances—doit être remplacée par le principe de la carotte du ministre de l'Industrie.

On pourrait en dire bien davantage sur l'économie. D'autres députés le feront pour moi. Je veux tout simplement signaler une chose. A première vue, le discours du trône semble renfermer une liste de mesures légis-

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

latives aussi nombreuses que diverses, mais à y regarder de plus près, vous en conviendrez sûrement, on constate qu'il s'agit tout simplement d'un guide de campagne électorale, d'un sommaire de ce qui aurait dû être:

For of all sad words of tongue or pen,

The saddest are these: "It might have been!"

• (4.20 p.m.)

Mais on va dire: «Si seulement nous avions eu la chance.» La constitution, c'est important. L'unité aussi, c'est important. Le développement économique dans toutes ses phases, depuis l'agriculture jusqu'à l'industrie, est chose importante. Mais, monsieur l'Orateur, notre pays ne sera grand que si la nation, par l'entremise de son Parlement, soutient de hauts principes en hauts lieux et partout. Les guerres contre la pauvreté sont essentielles—le gouvernement, je suppose, a emprunté l'expression au regretté président des États-Unis, mais voyez quel programme législatif on a présenté ensuite dans ce pays; on n'a pas abouti à grand-chose—les guerres contre la pauvreté sont essentielles, dis-je, mais c'est en élevant les normes économiques de la nation que nous les gagnerons et en n'oubliant pas les plus humbles de nos compatriotes, mais en leur donnant une voix au Parlement. Cinquante millions de dollars sont destinés aux gros fabricants d'automobiles et de pièces d'automobiles. Mais dès qu'on a soutenu que \$75 n'étaient pas suffisants pour les vieillards pensionnés, le gouvernement a dit: «Attendez». Cinquante millions de dollars pour les fabricants, mais, pour les vieillards, rien de plus.

**Des voix:** C'est une honte!

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Qu'est-ce qui brille par son absence dans ce discours? Monsieur l'Orateur, la moralité d'une nation passe avant ses réalisations matérielles. Dans la nature, une source souillée ne peut être à l'origine d'un ruisseau limpide. Ce qui est le plus manifestement absent du discours du trône, c'est la guerre aux écarts de conduite en hauts lieux. (*Applaudissements*) J'étais sûr que le premier ministre (M. Pearson) allait tirer son épée Excalibur pour se mettre à la tâche. Mais non, pas un mot sur une question qui secoue la nation. Malgré la maladresse, l'insouciance et l'ineptie du gouvernement, je m'attendais que le premier ministre, gardien de la moralité nationale, déclare, en termes clairs et nets, que son gouvernement se purgerait des non-valeurs, des incompetents; qu'il se moraliserait. On ne trouve rien de semblable dans ce discours. Cependant, quand on sape les principes de